



# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**Recueil spécial 157.2021 - édition du 25/06/2021**





**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction Départementale des Territoires et de la Mer  
Service Déplacements – Risques - Sécurité  
Pôle Risques Naturels et Technologiques

AP n°2021-008

Nice, le 17 JUIN 2021

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

**Prescrivant la modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles  
d'incendies de forêt sur la commune de Cagnes-sur-mer**

Le préfet des Alpes-Maritimes  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** les articles L.562-1 à L.562-9 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**Vu** les articles R.562-1 à R.562-10-2 du code de l'environnement relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2012 approuvant le plan de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles d'incendies de forêt sur la commune de Cagnes-sur-mer ;

**Vu** la décision n°F-093-21-P-0016 de l'autorité environnementale, en date du 7 avril 2021, précisant que la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** le changement de circonstances de fait suite à la réalisation de travaux de protection prescrits par le plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer approuvé le 11 mai 2012 ;

**Considérant** que la modification projetée n'est pas de nature à porter atteinte à l'économie générale du plan approuvé le 11 mai 2012 ;

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet du présent arrêté**

La modification n°1 du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt (PPRIF) de Cagnes-sur-mer est prescrite. Le périmètre mis à l'étude concerne le quartier du « Pain de Sucre », délimité sur le plan joint au présent arrêté.

### **Article 2 – Nature des risques pris en compte**

Les risques pris en compte sont les risques naturels prévisibles d'incendies de forêt.

### **Article 3 – Objet de la modification**

La présente modification a pour objet le reclassement en zone bleue B1a de la zone rose R0 du quartier du Pain de Sucre suite à la réalisation des travaux de protection prescrits par le plan de prévention des risques d'incendies de forêt approuvé le 11 mai 2012.

### **Article 4 – Service instructeur**

La direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes est chargée d'instruire la procédure de modification du plan de prévention des risques d'incendies de forêt de la commune de Cagnes-sur-mer.

### **Article 5 – Éligibilité à l'évaluation environnementale**

Conformément à la décision n°F-093-21-P-0016 de l'autorité environnementale en date du 7 avril 2021, annexée au présent arrêté, la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de Cagnes-sur-mer n'est pas soumise à évaluation environnementale, en application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

### **Article 6 – Modalités d'association relatives au projet**

1°) Les personnes publiques associées à la modification du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'incendies de forêt de Cagnes-sur-mer sont :

- le maire de la commune de Cagnes-sur-mer ou son représentant;
- le président de la métropole Nice Côte d'Azur ou son représentant ;
- le président du conseil départemental des Alpes-Maritimes ou son représentant ;
- le président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur ou son représentant ;
- le président de la chambre d'agriculture des Alpes-Maritimes ou son représentant ;

- le président du centre national de la propriété forestière (CNPF) ou son représentant ;
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours des Alpes-Maritimes ou son représentant.

2°) Dans le cadre de l'association à la procédure de modification du plan, une réunion d'association entre le service instructeur et les personnes publiques associées visées au 1°) du présent article sera organisée.

3°) En application de l'article R562-7 du code de l'environnement, le projet de modification de plan sera soumis à l'avis des personnes publiques visées au 1°) du présent article.

4°) Le présent arrêté sera notifié aux personnes publiques visées au 1°) du présent article.

## **Article 7 – Modalités de la concertation**

### 1°) Accès du public aux informations

Le dossier du projet de modification sera consultable sur le site internet des services de l'État dans les Alpes-Maritimes à l'adresse suivante :

<https://www.alpes-maritimes.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/Les-risques-naturels-et-technologiques/Les-projets-de-plans-de-prevention-des-risques-PPR>

### 2°) Recueil des observations du public

Dans le cadre de la présente prescription, le dossier de projet de modification du PPR incendies de forêt de Cagnes-sur-mer sera mis à la disposition du public du mardi 1<sup>er</sup> février 2022 à 8h30 au vendredi 4 mars 2022 à 17h00, au service Droit des sols de la mairie de Cagnes.

Le public pourra formuler ses observations dans le registre déposé à cet effet durant les horaires d'ouverture habituels du service Droits de sols de la mairie, soit du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Pour toute information relative à la modification du PPR d'incendies de forêt de Cagnes-sur-mer, il convient de se rapprocher du service instructeur :

- soit par courrier en recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes, pôle risques naturels et technologiques, au centre administratif départemental des Alpes-Maritimes – 147 boulevard du Mercantour – 06 286 Nice Cedex 3 ;
- soit par courriel avec accusé de réception à l'adresse suivante: [ddtm-concertation-ppr@alpes-maritimes.gouv.fr](mailto:ddtm-concertation-ppr@alpes-maritimes.gouv.fr)

## **Article 8 – Mesures de publicité**

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication dans un journal diffusé dans le département et au recueil des actes administratifs de la préfecture des Alpes-Maritimes.

L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition en mairie et au siège de la Métropole Nice Côte d'Azur.

## **Article 9 – Mesures d'information**

Des ampliations du présent arrêté seront adressées pour information à:

- Mme la Ministre de la transition écologique et solidaire, direction générale de la prévention des risques,
- Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
- M. le Secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes ;
- Mme la Cheffe du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le Directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.

## **Article 10 – Délai de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités prévues à l'article 8 ; la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

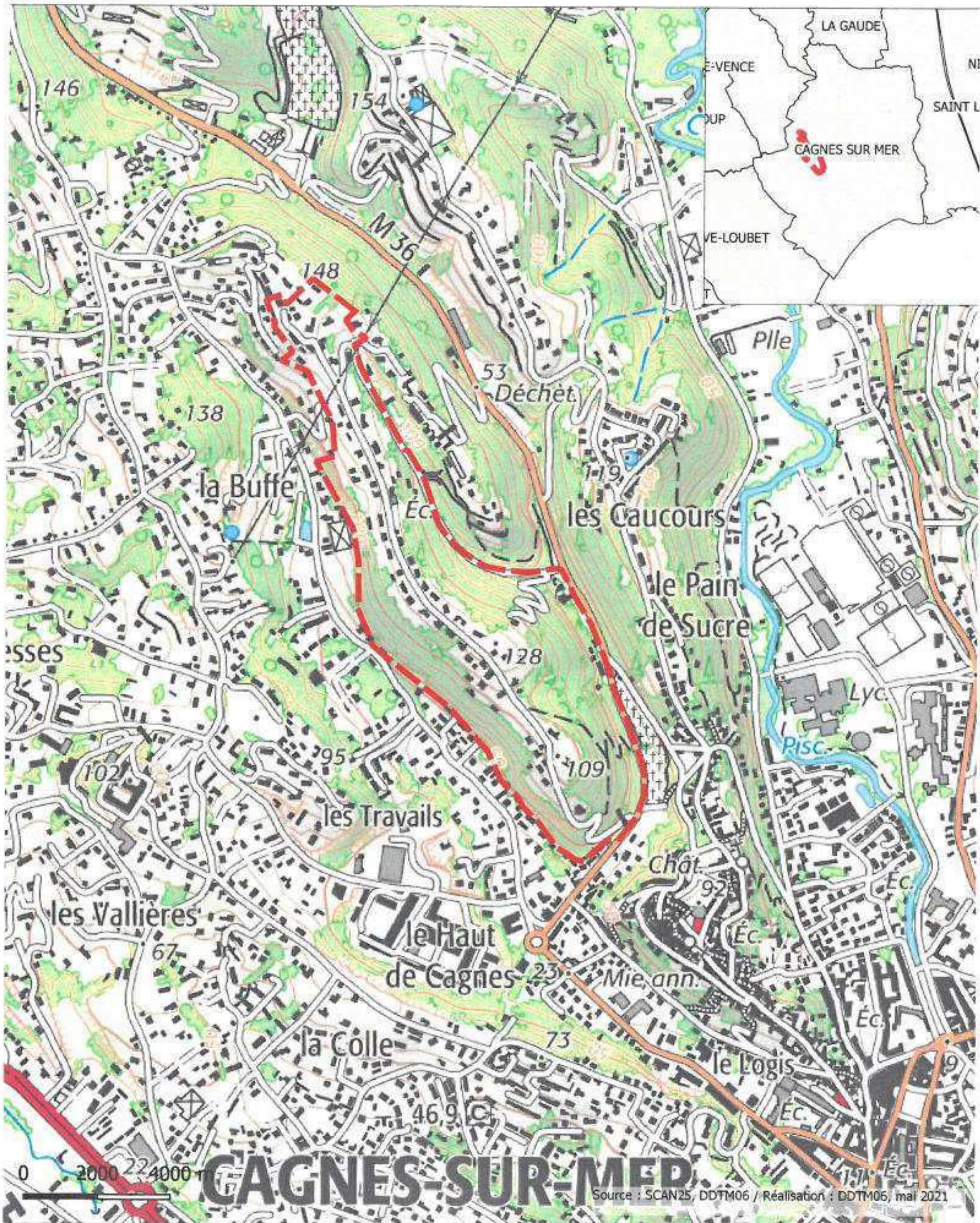
Les particuliers ont la possibilité de déposer leur recours devant le tribunal administratif par la voie électronique via l'application internet « télérecours citoyens » (<https://www.telerecours.fr>).

## **Article 11 – Exécution du présent arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes, le maire de Cagnes-sur-mer, le président de la métropole Nice Côte d'Azur et le directeur départemental des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Le Préfet des Alpes-Maritimes**  
CIB 4352  
  
**Bernard GONZALEZ**

**Annexe : Périmètre d'étude**





**Autorité environnementale**

<http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/autorite-environnementale-r145.html>

**Décision de l’Autorité environnementale,  
après examen au cas par cas, sur la modification du  
plan de prévention des risques d’incendie de forêt  
(PPRIF) de la commune de Cagnes-sur-Mer (06)**

**n° : F – 093-21-P-0016**

Décision n° F-093-21-P-0016 en date du 7 avril 2021

**Décision du 7 avril 2021**  
**après examen au cas par cas**  
**en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

Le président de la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 122-18 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu le règlement intérieur de la formation d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable adopté le 26 août 2020 ;

Vu la décision prise par la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable dans sa réunion du 31 mai 2017 portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F-093-21-P-0016 (y compris ses annexes) relative à la modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) de la commune de Cagnes-sur-Mer (06), l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues de la préfecture des Alpes-Maritimes le 26 février 2021 ;

**Considérant les caractéristiques du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) à modifier :**

- la modification porte sur le PPRIF de Cagnes-sur-Mer, approuvé par arrêté préfectoral en date du 11 mai 2012,
- elle concerne le zonage réglementaire au niveau du quartier du Pain de sucre,
- elle consiste à reclasser le quartier actuellement classé en zone R0 (risque fort mais avec des enjeux défendables, déclassable en zone bleue après réalisation de travaux de réduction de la vulnérabilité) en zone bleue B1a (correspondant à un risque modéré à fort avec possibilités de construire sous conditions),
- ce reclassement est envisagé suite à la réalisation des travaux d'équipements de défense contre les incendies, prévus par l'article 2 du PPRIF, qui ont consisté à :
  - o réaménager l'accès privé existant reliant le chemin du Pain de sucre à l'avenue de Verdun,
  - o installer un point d'eau d'incendie au niveau de l'avenue de Verdun,
  - o créer une aire de retournement à chaque extrémité du chemin du Pain de sucre,
- les équipements ont été validés par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) lors d'un essai avec engin de lutte contre les feux de forêt, le 4 février 2020,
- les parcelles concernées par la modification deviendront constructibles sous réserve du respect des prescriptions de la zone B1a (voie d'accès, distance au point d'eau d'incendie le plus proche, etc.),
- ces parcelles devront toutefois se conformer aux autres réglementations existantes ; l'urbanisation sera ainsi limitée aux parcelles classées en zone constructible dans le plan local d'urbanisme métropolitain (PLUm) de la métropole de Nice,
- le déclassement du quartier permettra de rendre constructibles des « dents creuses », à savoir des parcelles incluses dans l'urbanisation et dans la continuité des bâtis ;



**Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées, ainsi que les incidences prévisibles du plan sur l'environnement ou la santé humaine, en particulier :**

- la zone rose R0 du Pain de sucre se situe à l'ouest de la commune de Cagnes-sur-mer, elle couvre environ 25,8 hectares, soit 1,44 % de la superficie communale,
- le secteur est constitué d'une ligne de crête urbanisée et de coteaux boisés globalement non bâtis ; au nord, le site s'insère dans la continuité de l'urbanisation de Cagnes ; la frange urbanisée comporte également quelques dents creuses non bâties,
- le quartier du Pain de sucre est classé dans le PLUm de Nice approuvé le 25 octobre 2019 :
  - o en zone UFc1 (tissu pavillonnaire) pour ce qui concerne la frange bâtie,
  - o en zone Na (tissu naturel inconstructible) pour les coteaux non bâtis,
- le quartier du pain de sucre se situe à proximité des sites Natura 2000 suivants :
  - o à 1,6 km de la zone spéciale de conservation (ZSC) FR9301571 « Rivière et gorges du Loup »,
  - o à 2,8 km de la zone spéciale de conservation (ZSC) FR9301573 « Baie et cap d'Antibes - Îles de Lérins »,
  - o à 1,6 km de la zone de protection spéciale (ZPS) FR9312002 « Préalpes de Grasse »,
  - o à 3,9 km de la zone de protection spéciale (ZPS) FR9312025 « Basse vallée du var »,
- le quartier du Pain de sucre se situe au sein du site inscrit n°93I06051 « bande côtière de Nice à Théoule » dont il ne représente qu'une partie négligeable, de l'ordre de 0,10 % (25,8 ha de la surface du site inscrit dont la superficie totale est de 24 690 ha),
- le quartier du Pain de sucre se situe en partie au sein d'un réservoir de biodiversité à remettre en bon état de la région biogéographique de la « basse Provence calcaire » identifié dans le schéma régional de cohérence écologique de la région Provence - Alpes - Côte-d'Azur,
- la surface du quartier du Pain de sucre incluse dans ce réservoir de biodiversité est d'environ 12,64 ha, soit environ la moitié de la surface du réservoir (d'une surface totale d'environ 24,45 ha),
- néanmoins, ce réservoir se situe à l'extrémité d'un ensemble de petits réservoirs rattachés à la région biogéographique « basse Provence calcaire » sur lesquels peuvent se reporter les espèces ; il se situe notamment à quelques dizaines de mètres d'un autre réservoir de la trame boisée,
- par ailleurs, ce réservoir a été identifié comme un réservoir complémentaire par le SRCE ; il n'occupe pas un rôle majeur pour la trame verte,
- enfin, le classement en zone B1a de l'ensemble du quartier du Pain de sucre est envisagé d'un point de vue du risque incendie de forêt ; les zones à enjeux, notamment les réservoirs de biodiversité, ont été prises en compte dans le PLUm et sont classées en zone naturelle (Na),
- les autres effets sur l'environnement et la santé humaine du projet de PPRIF sont non significatifs ou positifs ;

**Concluant que,** au vu des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des informations et contributions portées le cas échéant à la connaissance de l'Autorité environnementale à la date de la présente décision, la modification du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) de la commune de Cagnes-sur-Mer n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables négatives sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan de prévention des risques d'incendie de forêt (PPRIF) de la commune de Cagnes-sur-Mer (06), n° F-093-21-P-0016, présentée par la préfecture des Alpes-Maritimes, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

## Article 2

La présente décision ne dispense pas du respect des obligations auxquelles le plan présenté peut être soumis par ailleurs.

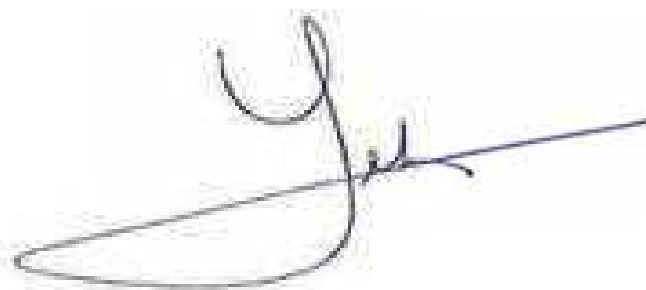
Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

## Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la formation d'Autorité environnementale. Cette décision doit également figurer dans le dossier d'enquête publique ou le cas échéant de mise à disposition du public (article L. 123-19).

Fait à La Défense, le 7 avril 2021,

Le président de la formation d'autorité environnementale du  
Conseil général de l'environnement et du développement durable,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Philippe LEDENVIC', with a long horizontal stroke extending to the right.

Philippe LEDENVIC

### Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le président de l'Autorité environnementale  
Ministère de la transition écologique  
Conseil général de l'Environnement et du Développement durable  
Autorité environnementale  
92055 La Défense CEDEX

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise  
2-4 Boulevard de l'Hautil  
BP 30 322  
95 027 Cergy-Pontoise CEDEX

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.